



« 1 600 emplois perdus en un an »

Le bâtiment ne va pas bien explique le Choletais Jean-Philippe Bérard, président régional de la FFB.



Jean-Philippe Bérard constate l'ampleur de la crise qui secoue les entreprises du Bâtiment depuis 2008.

Bruno MOLLARD

redac.cholet@courrier-ouest.com

Les professionnels du Bâtiment descendront dans la rue le 31 janvier. « Nous avons prévu de manifester dans chaque région et de déposer devant les préfectures autant de casques que d'emplois perdus » explique Jean-Philippe Bérard, patron de l'entreprise choletaise Scobat et président de la Fédération Française du Bâtiment (FFB) dans les Pays de la Loire. Selon ce responsable, « le bâtiment a perdu 1 600 emplois en 2012 dans la région et les prévisions évaluent entre 35 000 et 40 000 les emplois qui disparaîtront cette année dans toute la France ».

On ne devrait pas sortir de la crise avant 2014

Depuis qu'il a créé son entreprise en 1977, Jean-Philippe Bérard a connu plusieurs crises du bâtiment. « Ces crises sont cycliques. Il y a eu 1980-1986, 1992-1998 et celle qui a démarré en 2008. Ces crises durent en général six ans. On ne devrait donc pas en sortir avant 2014 » note le dirigeant. Mais « la crise actuelle est liée à un contexte de crise financière internationale et à



Cholet. Les chantiers de construction (ici le Val de Moine) se raréfient. 1 600 emplois auraient été perdus en un an dans la région pour le bâtiment qui redoute une baisse d'activité encore plus forte en 2013. Photo documentation CO - Etienne LIZAMBARD.

ce titre elle est un peu différente des précédentes ».

La Scobat (40 salariés) traverse cette crise en réduisant la voilure. « Nous n'avons pas fait de plans de licenciements mais nous nous sommes séparés de nos intérimaires et de nos CDD ». Autre effet de la crise : une concentration des chantiers sur la seule métropole nantaise. « Les départements de la Mayenne et de la Sarthe souffrent énormément. La Vendée (sauf la côte) et le Maine-et-Loire souffrent à un degré moindre. Reste Nantes et sa couronne qui représentent aujourd'hui le gros

des chantiers de construction. Je réalise 90 % de mon chiffre d'affaires sur la région nantaise mais nous sommes de plus en plus nombreux à nous partager le gâteau ! ».

Alors que l'industrie et les collectivités locales ne construisent plus, le nombre des logements est en chute libre. « La France en construisait 421 000 en 2008. Le chiffre a chuté à 345 000 en 2012 et il ne devrait pas dépasser 315 000 cette année ». La loi Dufflot (qui succède à la loi Scellier) va t-elle permettre un sursaut ? « Pour le moment, elle n'a pas fait sentir ses

effets. Comme elle ne s'appliquera finalement qu'aux grandes métropoles, les villes moyennes comme Cholet, Laval ou La Roche-sur-Yon n'en bénéficieront pas ». L'hécatombe des entreprises va t-elle continuer ? « Les premiers temps ce sont les petites entreprises les plus fragiles qui ont fait les frais de la crise. Aujourd'hui, celle-ci touche de plus grosses structures comme Dogan Ravalement qui vient d'être placé en redressement judiciaire avec 47 salariés ». Une entreprise de la taille de la Scobat.